

Manifestation

le samedi 12 décembre

Place de la Bourse à 15h

(Place du Maréchal de Lattre de Tassigny)

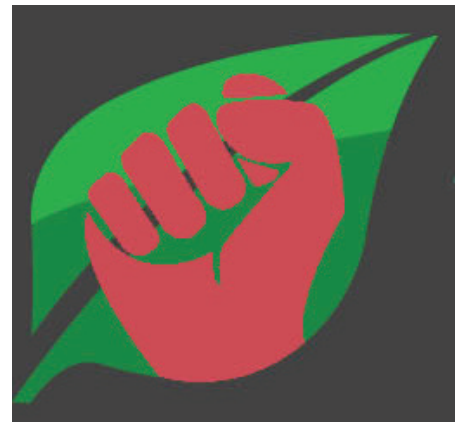
COP21: C'est pas le climat qu'il faut changer, c'est le système!

Jusqu'au 11 décembre se déroule la Conférence de Paris (COP21) censée résoudre le problème du changement climatique. **Tout porte à croire qu'il s'agit d'une mise en scène : cet événement est dirigé et financé par les États et les entreprises (Renault, EDF...) responsables de la pollution et du dérèglement climatique.** Aussi, ceux qui prétendent trouver une solution au défi écologique sont les mêmes qui organisent et tirent des bénéfices de la destruction de notre environnement.

Une fois de plus, il n'est nullement question de changer le système à l'origine du désastre écologique. Le sys-

tème capitaliste, dans lequel nous vivons, est incompatible avec une vraie politique écologique. Celle-ci nécessite la fin d'un système dans lequel le bénéfice de quelques-uns aux dépens de nos vies, aux dépens de l'environnement, est la seule règle.

Nous nous opposons au dogme capitaliste du « toujours plus de croissance » qui voudrait que dans un monde aux ressources limitées nous produisions toujours plus. A cette logique, **nous opposons la nécessité d'une réappropriation démocratique de la question écologique. C'est à nous, le peuple, d'imaginer et de créer un autre sys-**



tème respectueux de notre bien-être et donc de notre environnement.

Dans cette perspective, des manifestations se sont déroulées le week-end du 28-novembre. Face à cette mobilisation citoyenne, pacifique et démocratique, le gouvernement PS a fait le choix de la répression...

Contre l'Etat d'urgence, pour nos libertés et nos droits démocratiques!

A la suite des attentats du 13 novembre, **le gouvernement de François Hollande a fait le choix de poursuivre une politique**

autoritaire, injuste et inefficace.

L'état d'urgence est venu s'ajouter à une longue liste de mesures liberticides

justifiées au nom de la lutte contre le terrorisme. Ces mesures ont toutes échoué au regard de cet objectif.

Si l'état d'urgence ne ga-

rantit en rien notre sécurité, il conduit en revanche à la perte de nos droits les plus élémentaires. Le gouvernement vient d'ailleurs d'annoncer à l'Union Européenne qu'il entendait suspendre l'application de la « Convention européenne des droits de l'homme ».

Les immigré-e-s, les migrant-e-s, les musulman-e-s sont une fois de plus désigné-e-s comme les boucs émissaires. Le racisme d'État, et l'islamophobie en particulier, sont renforcés à travers la multiplication des contrôles au faciès et la mise



en place annoncée de la déchéance de nationalité. A Strasbourg, une famille a été perquisitionnée et a vu sa maison mise à sac par la police sur la base de rumeurs infondées.

Les luttes sociales et environnementales sont sévèrement réprimées : assignations à résidence et per-

quisitions arbitraires ciblent les militant-e-s. Pendant ce temps-là, le gouvernement, profitant du choc causé par les attentats, amplifie sa politique néo-libérale aux conséquences désastreuses.

Mais nous n'entendons pas céder à l'offensive autoritaire et néo-libérale de ce gouvernement. A l'image de la mobilisation des salarié-e-s d'Air France, nous réaffirmons notre droit à manifester, à nous mobiliser pour une société plus juste et égalitaire.

Leurs guerres, nos mort-e-s !

En France, au Liban, en Irak, Daesh est à l'origine d'attentats qui ont fait des centaines de victimes. **Daesh est une conséquence des guerres impérialistes menées par les Etats-Unis et les pays de l'Union Européenne dont la France.**

Ces guerres qui prétendent apporter la démocratie visent avant tout à maintenir les pays du Sud sous domination politique et économique.



Tandis que la France ou les Etats-Unis prétendent lutter contre le terrorisme en bombardant la Syrie, leurs alliés (les monarchies du Golfe, la Turquie) sont les principaux soutiens de Daesh.

Nous faisons le constat que les guerres impérialistes ont amené plus de guerres et de morts et ont fait le lit du terrorisme. **Nous appelons à la fin des bombardements et au soutien aux peuples et aux forces qui luttent sur le terrain contre Daesh et Bachar El Assad.** En ce sens, nous exigeons le retrait du PKK de la liste des organisations considérées comme terroristes par l'Union Européenne.

Signataires :

